

Motion commune des personnels BGPI concernant les réformes en cours dans le monde de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Nous, personnels titulaires et non titulaires de l'unité mixte de recherche CIRAD-INRA-Supagro « Biologie et Génétique des Interactions Plante-Parasite », sommes solidaires du mouvement actuel de contestation dans les universités et les organismes de recherche.

Nous dénonçons la succession des annonces, projets de loi et réformes élaborés avec une concertation largement insuffisante et dans le mépris voire l'ignorance du travail et des réflexions engagés au quotidien dans nos différents organismes, pour améliorer en permanence la qualité de la recherche et de l'enseignement supérieur et répondre, avec un haut niveau d'exigences individuelles et collectives, à l'ensemble des missions de service public qui nous sont confiées. Nous rappelons que la communauté a toujours été source de propositions (Etats généraux 2004 de la recherche, collectif Abélard...).

Sous l'apparente diversité de ces réformes, transparait une logique d'ensemble que nous remettons en cause car (1) elle traduit à la fois un désengagement financier de l'Etat et un dirigisme gouvernemental des programmes et axes de recherche publique ; (2) elle est basée sur une culture de projet à court terme en lien avec le secteur privé plutôt que la construction d'une politique de recherche publique, d'enseignement supérieur et d'innovation ambitieuse et (3) elle affirme la volonté d'une mise en concurrence systématique des individus, des laboratoires, des organismes et des universités, assez éloignée des pratiques de coopération, de collaboration et de saine émulation intellectuelle qui font le propre de nos métiers. Nous exigeons des décisions effectives qui montrent de façon incontestable un réel changement d'orientation.

Nous voulons pour l'enseignement supérieur et la recherche publique (entre parenthèses : pourcentages de oui et de non parmi les votes exprimés pour chaque point ; nombre de votes exprimés pour chaque point):

- une évaluation de la recherche dans toutes ses composantes (publications, enseignement, diffusion, formation...), par des comités incluant une majorité de pairs, fondée sur les principes de collégialité, d'impartialité et de compétence scientifique (Oui : 95.8 % ; Non : 0 % ; Nb votes exprimés : 48) ;
- la réévaluation de crédits de fonctionnement institutionnels suffisants pour mener une activité de recherche novatrice, pérenne et indépendante (Oui : 93.75 % ; Non : 0 % ; Nb votes exprimés : 48) ;
- un plan pluriannuel de recrutements sur postes titulaires (pour toutes les catégories de personnels) permettant une augmentation globale du nombre de postes, et visant la résorption de la précarité, parce qu'une politique ambitieuse et pérenne de recherche publique ne peut se passer de personnels nombreux et sécurisés dans leur emploi (Oui : 89.79 % ; Non : 0 % ; Nb votes exprimés : 49) ;
- l'abandon de toute politique de démantèlement des UMR en vue de leur gestion unique par les universités. Nous demandons le maintien des UMR qui permettent une coopération déjà efficace entre universités et organismes (Oui : 89.58 % ; Non : 4.16 % ; Nb votes exprimés : 48) ;

- l'arrêt de l'utilisation dans le discours gouvernemental du Crédit Impôt Recherche (CIR) comme alibi pour simuler des augmentations du budget alloué à la recherche publique. Nous demandons de plus la remise à plat du CIR, l'évaluation de son efficacité à inciter les entreprises à produire de la recherche, et le cas échéant sa suppression (Oui : 87.5 % ; Non : 6.25 % ; Nb votes exprimés : 48);
- une renégociation complète de toutes les réformes concernant la restructuration des organismes de recherche publique, dont les résultats scientifiques reconnus au niveau international justifient leur existence en tant que tels et invalident la nécessité de leur substituer des agences de moyens (Oui : 87.5 % ; Non : 2.08 % ; Nb votes exprimés : 48) ;
- une meilleure attractivité de la recherche par une revalorisation de nos carrières visant l'uniformité des salaires à métier égal entre organismes (dont les universités) et l'abandon de l'usage systématique de primes (Oui : 81.63 % ; Non : 2.04 % ; Nb votes exprimés : 49) ;
- la suppression des « chaires organismes-universités » introduisant à l'université une inégalité de traitement entre les personnels exerçant le même métier (Oui : 77.08 % ; Non : 2.08 % ; Nb votes exprimés : 48) ;
- l'arrêt de l'organisation thématique du monde de la recherche, dont procèdent les instituts thématiques (Biologie-Santé, Ecologie et Développement Durable, Agronomie...), et du consortium (INRA – CIRAD – établissements d'enseignements supérieurs du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche), tous élaborés dans la précipitation et avec une insuffisante concertation. Nous prônons la mise en place de structures transversales (Oui : 70.83 % ; Non : 12.5 % ; Nb votes exprimés : 48) ;
- l'abrogation de la loi dite « Liberté et Responsabilité des Universités » (2007) et du Pacte de la Recherche (2006), avec mise en place de nouvelles lois issues d'une large concertation entre la communauté scientifique et la société civile (Oui : 69.38 % ; Non : 2.04 % ; Nb votes exprimés : 49) ;
- le retrait du décret du statut des enseignants-chercheurs mettant notamment en place la modularité des services du personnel universitaire (Oui : 65.30 % ; Non : 6.12 % ; Nb votes exprimés : 49) ;
- une re-négociation du Contrat Doctoral Unique avec l'ensemble des partenaires concernés (Oui : 60.86 % ; Non : 2.18 % ; Nb votes exprimés : 46) ;
- Jusqu'à ce que ces objectifs soient atteints, nous appelons au boycott de l'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES), en refusant d'être expert, au boycott de l'évaluation des projets ANR, au boycott des jurys de chaires mixtes universités/organismes et nous soutenons le blocage des conseils d'administration des EPST (établissement public scientifique & technique) et universités appelés à entériner les transformations en cours (Oui : 60.41 % ; Non : 10.41 % ; Nb votes exprimés : 48).

Vote réalisé du 5 au 7 mai 2009 à bulletin secret. Nombre d'inscrits : 97. Nombre global de votants : 49 dont 36 titulaires, 4 post-docs, 2 CDDs, 6 doctorants et 1 stagiaire.